

L'ÉNERGIE EN MÉDITERRANÉE : SITUATION ET PERSPECTIVES

Je souhaiterais partager avec vous l'analyse de la situation énergétique en Méditerranée, ainsi que les perspectives susceptibles d'être dégagées, en 'collant' au maximum à ce qui se passe aujourd'hui et risque de se passer à l'horizon 2040, tout en prenant en compte les projets qui se dessinent : le scénario conservateur. Je souhaiterais également vous présenter un scénario alternatif sans rupture majeure, qui n'est donc pas une utopie car il pourrait être réalisé, mais qui suppose un certain nombre de conditions sur lesquelles nous reviendrons tout à l'heure.

Mais, auparavant, permettez-moi de vous présenter l'Observatoire Méditerranéen de l'Énergie (OME). L'OME est une association des compagnies énergétiques en Méditerranée, dont l'objectif est de promouvoir la coopération et le dialogue dans le domaine de l'énergie. Dans notre mission de *Think tank* et nos travaux, nous distinguons trois sous-régions de la Méditerranée : les pays du nord, le sud-est qui comprend plus ou moins l'Afrique du nord, et le sud-ouest. Nos travaux ne consistent pas seulement à observer ou à analyser, mais aussi à éclairer les choix futurs dans la région. Au sein de l'OME, nous avons développé un modèle qui, d'un point de vue méthodologique, équivaut au modèle de l'Agence Internationale de l'Énergie du *World Energy Outlook*, où nous produisons les perspectives pour la Méditerranée et où l'ensemble des pays sont modélisés, un par un.

Que se passe-t-il exactement en Méditerranée ? Il y a plusieurs caractéristiques de l'énergie en Méditerranée. Tout d'abord, une interdépendance, car les ressources que l'on consomme sont inégalement réparties dans la région. Deuxièmement, des inégalités, car la consommation par habitant au nord est largement supérieure à ce qu'elle est au sud et à l'est, perspective qui risque de continuer dans les années à venir, comme nous allons le voir.

Dans les années 90, la majeure partie de l'énergie était consommée par le nord de la Méditerranée, et 23 % seulement par le reste de la région. En 2013, cette inégalité a perduré malgré l'accroissement de

la population dans les pays du sud et de l'est. Les perspectives nous disent qu'à l'horizon 2040, nous aurons 105 millions d'habitants en plus dans les pays de la Méditerranée. Et plus de 90 % de cet accroissement de population auront lieu sur les rives sud et est. Il s'agit d'une population supplémentaire à laquelle il faudra donner accès aux services énergétiques, notamment. À l'horizon 2030, selon notre scénario conservateur, cela va se traduire par un certain équilibre en ce qui concerne la demande énergétique des pays du nord, du sud et de l'est de la Méditerranée, tout en sachant que le sud et l'est vont consommer davantage d'énergie. Malgré tout, pour la consommation énergétique par habitant, nous n'atteignons pas encore la convergence.

Nous avons ainsi affaire à deux histoires totalement différentes selon la région :

Les pays du nord ont en effet amorcé une transition énergétique avec une efficacité énergétique accrue et le développement des énergies renouvelables avec, toutefois, une stagnation de la population et une croissance économique relativement faible par rapport à celle du sud. On va donc sûrement vers une stagnation, si ce n'est une réduction, de la part des hydrocarbures dans la consommation énergétique, et un accroissement conséquent de celle des énergies renouvelables dans la région. Ainsi, et de manière globale, la demande en énergie va stagner.

Pour les pays du sud et de l'est, nous avons affaire à une évolution différente. Les hydrocarbures, en particulier le pétrole et le gaz, vont continuer à s'accroître de manière exponentielle, avec ce paradoxe que les ressources en énergies renouvelables sont beaucoup plus abondantes dans les pays du sud que du nord de la Méditerranée, et qu'un potentiel d'efficacité énergétique important existe. Il faut néanmoins savoir que ce scénario a été élaboré en fonction des projets actuellement mis en place et des projets annoncés. Nous avons également considéré que les pays vont œuvrer pour atteindre plus d'efficacité énergétique et développer davantage les énergies renouvelables. Mais, considérant que, pour la plupart, ils n'ont pas encore les cadres institutionnels et les mesures adaptées pour atteindre les objectifs annoncés, nous restons prudents. Dans ce contexte, les énergies renouvelables peinent encore, dans une certaine mesure, à se développer dans les pays du sud et de l'est, alors que la consommation des hydrocarbures va littéralement exploser en fonction de la demande énergétique, eu égard à l'augmentation de la population et au développement socio-économique. Le principal message est donc que la demande d'énergie va doubler.

Pour résumer, entre aujourd'hui et 2040, la demande énergétique dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée va augmenter, tout en restant stable dans les pays du nord avec, pour conséquence comme nous le verrons plus tard, des enjeux de sécurité énergétique et des impacts néfastes sur les émissions de CO₂ : doublement de la consommation d'énergie, triplement de l'électricité et plus du doublement des émissions de CO₂ au sud et à l'est. C'est insoutenable ! Toutefois, ce scénario n'est pas une fatalité. Il existe en effet, comme nous l'avons mentionné précédemment, un potentiel exceptionnel, d'abord en efficacité énergétique, ensuite dans la manière dont les énergies renouvelables peuvent être intégrées. Nous avons donc établi un scénario dit alternatif qui considère que les pays du sud de la Méditerranée vont mieux exploiter leur potentiel d'efficacité énergétique et arriver à atteindre les objectifs qu'ils affichent, en terme de part des énergies renouvelables dans leur mix électrique et/ou énergétique. En comparant les deux scénarios, ce que l'on voit se dessiner, en plus de 18 % d'économie d'énergie, c'est que le mix énergétique comprend beaucoup moins d'hydrocarbures — la part des hydrocarbures diminue de 76 % à 67 % —, et ce, au profit des énergies renouvelables. Cependant, à l'horizon 2040, force est de constater que les hydrocarbures vont continuer à occuper une place prépondérante dans le mix énergétique, dans les deux scénarios.

Du point de vue de la ressource, de quoi la Méditerranée dispose-t-elle ? En termes de production, d'ici à 2020, la région méditerranéenne devrait atteindre un pic de production du pétrole. Autrement dit, la croissance va être relativement modeste. En revanche, il existe des potentiels assez considérables en gaz ; la plus récente découverte qui a eu lieu en Égypte, le gisement de Zohr, en est la preuve. Des ressources existent donc effectivement, en particulier dans les pays de l'est de la Méditerranée. Pour autant, nous nous attendons à ce qu'il y ait un pic gazier qui sera atteint en 2030. Il y a donc une quasi-stabilité de la production d'énergie et un doublement de la demande énergétique.

Pour ce qui est du secteur électrique, dans les pays du sud et de l'est, la demande d'électricité va tripler selon le scénario conservateur, ce qui explique l'euphorie pour le gaz. Si les pays du sud et de l'est continuent de cette façon, ils vont donc voir tripler la demande d'électricité par rapport à ce qu'ils consomment aujourd'hui. Pour autant, les déséquilibres entre les deux régions, nord d'un côté, sud et est de l'autre, vont s'accroître parce que le nord continuera à consommer 54 %, par rapport à l'ensemble de la région.

Quant aux énergies renouvelables, il y a, comme je le disais, un potentiel considérable, et il est paradoxal de voir certains pays du sud

et de l'est relativement lents à développer ce potentiel. La raison en est qu'il existe encore de nombreux obstacles qui empêchent le développement des renouvelables, de manière conséquente dans la région. Notre scénario alternatif se base donc sur une meilleure exploitation du potentiel de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables en Méditerranée. La chance des pays du sud et de l'est, si l'on peut se permettre de parler ainsi, est qu'il y a beaucoup à construire. Si l'on met en place, dès à présent, des mesures qui nous permettent de mieux et de moins consommer, par exemple, en construisant différemment les nouveaux bâtiments, les nouvelles villes, nous n'aurons pas à rechercher de potentiel énergétique plus tard. Néanmoins, il ne faut pas culpabiliser les pays du sud car, à l'horizon 2040, un habitant des pays du sud, même avec cette euphorie, continuera à consommer moins d'énergie et moins d'électricité qu'un habitant des pays du nord. Nous avons donc tout intérêt à travailler ensemble pour converger vers un niveau acceptable et soutenable par tous.

L'intensité énergétique est un autre indicateur pour savoir « combien d'unités d'énergie je consomme pour produire une unité de produit intérieur brut ». Et, à ce niveau-là, les pays du sud et de l'est sont relativement moins efficaces que ceux du nord : il leur faut consommer plus d'énergie pour produire une même unité de richesse.

Enfin, la sécurité énergétique est un enjeu majeur dans la région, et pourrait passer avant les préoccupations liées à l'environnement. Le nord de la Méditerranée est dépendant énergétiquement à hauteur de 60 % environ, alors que les pays du sud ne sont importateurs qu'à 5 %, globalement. Toutefois, le scénario conservateur est très alarmant de ce point de vue pour les régions du sud et de l'est qui risquent de voir leur taux de dépendance énergétique passer à 30 % en 2040. Mais, avec plus d'efficacité énergétique et plus d'énergies renouvelables, la région pourrait conserver et même baisser son taux de dépendance. Le scénario alternatif permet donc de desserrer considérablement le problème de la sécurité énergétique, dont l'impact va bien au-delà de la dimension énergétique.

Pour l'impact sur l'environnement, le nord s'en sort relativement bien grâce à sa politique de transition énergétique qui permet, même dans le scénario conservateur, de réduire les émissions de 19 %, par rapport à 2013. Par contre, l'impact énergétique dérape de manière notable dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée qui verront leurs émissions de CO₂ plus que doubler dans le scénario conservateur.

Mais les pays du sud et de l'est sont déjà en marche vers une transition énergétique laissant une place importante à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables, pratiquement dans

l'ensemble des pays de la région. Et c'est une bonne nouvelle ! En effet, à l'exception de la Libye et de la Syrie, pour des raisons évidentes, lors de la *COP 21*, ces pays ont soumis leur INDCS (*Intended nationally determined contribution*). Ils ont désigné le secteur énergétique comme secteur-clé pour s'adapter et lutter contre le changement climatique, et ils y ont mis trois axes : l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et, pour certains, l'utilisation rationnelle des ressources. « Pour atteindre ces objectifs, disaient-ils, l'on peut faire un minimum, mais l'on peut également faire plus, moyennant des soutiens financiers ». La volonté est donc là, l'évolution est amorcée. A nouveau, les pays du nord, du sud et de l'est de la Méditerranée sont complémentaires grâce à de bonnes pratiques, à de bonnes expériences et aux multiples opportunités offertes. Il y a des besoins et des défis considérables mais, ce qu'il faut, c'est travailler davantage ensemble, continuer le dialogue, échanger les bonnes pratiques ; à cet égard, les *Rencontres Internationales Monaco et la Méditerranée* sont extrêmement intéressantes et importantes pour faire, de l'action pour l'énergie et le climat, un levier important, afin de construire un modèle de développement inclusif et durable en Méditerranée, répondant aux aspirations légitimes des populations actuelles et préservant les intérêts des générations futures.

Dr. Houda BEN JANNET ALLAL

Directeur général de l'Observatoire Méditerranéen de l'Énergie (OME)